

— ou bien, les luttes de classe se poursuivent de façon relativement intensive, engendrant une situation politique instable pour la bourgeoisie. Dès lors, les capitalistes ne seront pas incités à investir de façon substantielle : l'accroissement de productivité ne sera pas suffisant, face aux exigences internationales, le chômage se développera peu ou régressera lentement, mais les structures relativement inadaptées du capitalisme français évolueront peu et cela risquera d'aggraver l'insuffisante compétitivité de la France. Le capitalisme, loin de surmonter ses contradictions, les aura simplement repoussées à plus tard.

En raison de l'absence de défaite de la classe ouvrière, en mai-juin, *cette seconde solution nous semble plus probable*. Les contraintes économiques et sociales déjà analysées, ne peuvent aboutir qu'à une nécessité objective du bouleversement politique pour la bourgeoisie. Ce bouleversement, rendu difficile par la nature bonapartiste du régime, devrait nous permettre de nous immiscer de façon plus importante dans le développement des luttes.

Par ailleurs, n'ayant pas la possibilité d'accumuler suffisamment, pour augmenter de façon substantielle la productivité, la bourgeoisie est CONTRAINTE d'accorder les plus faibles augmentations de salaires possible : l'impossibilité d'intégrer aussi facilement qu'auparavant les hausses de salaires dans les prix, du fait de l'ouverture des frontières, et de maintenir ainsi les taux de profit, a contraint la bourgeoisie, déjà avant mai (ordonnances, limitation du droit de grève, etc.), et surtout depuis mai (répression dans les usines, tentative d'intégration de la classe ouvrière par la participation, création de syndicats jaunes, etc.) à limiter le plus possible les augmentations de salaires. A cet égard, la poursuite probable de la lutte des classes de façon relativement intensive risque là aussi de compromettre les plans de la bourgeoisie.

Déjà, avant mai, les marges de manœuvre de la bourgeoisie étaient étroites. Depuis, elles se sont encore considérablement rétrécies (cf. les déclarations Giscard d'Estaing, Couve de Murville...). Les capitalistes, en tant que classe, se trouvent devant une contradiction difficile à résoudre. Les capitalistes, en tant qu'individus, essayent de s'en sortir par une spéculation sur le franc. Mais, en agissant ainsi, ils aggravent la situation de l'économie française et de leur situation en tant que classe : d'où, pour eux, la nécessité d'autant plus forte, de se donner un système politique susceptible de résoudre, au moins en partie, les contradictions auxquelles ils sont soumis.

La spéculation sur le franc peut être d'autant plus dangereuse pour les capitalistes, qu'elle se situe dans le cadre d'un système monétaire international en crise (maintien d'un système favorisant l'impérialisme U.S.) et ne correspondant plus au développement inégal des forces productives. Cf. *Annexe 4 et Documents Rouge*.

Il serait erroné de penser que le capitalisme français, miné par les difficultés dont nous avons parlé, soit pour autant suffisamment malade pour pouvoir être détruit par une légère secousse. N'oublions pas que le capitalisme a pu surmonter, même